Le Front national devenu récemment Rassemblement national (FN/RN) a indéniablement conquis une frange de l'électorat populaire au cours des quatre dernières décennies. Pour autant, défend-il un programme favorable aux intérêts matériels des classes populaires ? Pas le moins du monde, comme le montre ce nouvel épisode du podcast « Minuit dans le siècle » (créé par Ugo Palheta pour la plateforme Spectre), avec l'économiste Denis Durand. Après avoir promu des politiques violemment néolibérales pendant les deux premières décennies de son histoire, il défend depuis – avec des évolutions selon l'actualité – une variété particulière de néolibéralisme : hostile au droit de grève et aux syndicats, à la cotisation sociale (donc à la protection sociale) et aux fonctionnaires (donc aux services publics).

Plus fondamentalement, le FN/RN se situe dans la continuité de toutes les idéologies d'extrême droite : en défense des hiérarchies supposées naturelles (dont la domination du patron sur les travailleur·ses) et de la liberté des capitalistes d'exploiter sans entraves (sous le faux nez de la « libre entreprise »), contre la fiscalité progressive et l'imposition forte des bénéfices des entreprises, etc. Et contrairement à une idée reçue le FN/RN ne défend nullement la retraite à 60 ans pour tou·tes à taux plein. Loin de là d'ailleurs puisqu'au vu de ses propositions, certain·es devraient attendre 67 ans pour toucher une retraite pleine.

S'il prétend ainsi soutenir la mobilisation actuelle qui s'oppose à la contre-réforme des retraites, espérant profiter de l'hostilité à Macron pour se poser en alternative crédible et populaire, il n'a cessé de s'opposer au mouvement réel, notamment en dénonçant la grève reconductible et en défendant les innombrables violences policières contre les manifestant·es.

*

Illustration : Wikimedia Commons.